

## SOUS-PREFECTURE D'APT

ENVIRONNEMENT  
Réf. FB

### ARRETE

N° 21 du 17 mars 2009

portant consignation

-----  
**LE PRÉFET DE VAUCLUSE**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

- VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V – titre I<sup>er</sup> ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1905 autorisant la société MANON à exploiter une fabrique de superphosphates ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 juillet 1957 autorisant la société MANON à exploiter une usine de fabrication d'acide sulfurique, de broyage de phosphates naturels et de fabrication d'engrais minéraux complexes ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1972 autorisant la Société Nouvelle MANON à installer un dépôt d'ammoniac liquéfié dans son usine de fabrication d'engrais ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 33 du 18 mars 2005 portant mise en demeure à l'encontre de la société des engrais MANON MICHUT ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 89 du 07 juillet 2005 portant consignation ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 112 du 7 septembre 2005 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65 du 19 juin 2006 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 54 du 10 juillet 2007 portant mise en demeure ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées n°D/GS84/200900999 en date du 19 février 2009 par lequel l'inspecteur des installations classées constate le non-respect de la mise en demeure susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SI2008-10-03-0050-PREF du 3 octobre 2008, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

**CONSIDÉRANT** que la société des Engrais MANON-MICHUT est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement dans son usine de fabrication d'engrais située Les Eyssariades - 84440 ROBION ;

**CONSIDÉRANT** que ces installations classées ne sont plus exploitées ;

**CONSIDÉRANT** que par conséquent, la société des Engrais MANON-MICHUT a informé Monsieur le préfet de Vaucluse qu'elle a cessé toutes activités classées et a proposé les travaux de remise en état du site industriel ;

**CONSIDÉRANT** que la société des Engrais MANON-MICHUT a proposé les travaux permettant de rendre le site industriel compatible avec les projets de réutilisation ;

**CONSIDÉRANT** que Monsieur le préfet de Vaucluse a prescrit par arrêté préfectoral les travaux de remise en état à réaliser ainsi que la remise d'un rapport de fin de travaux ;

**CONSIDÉRANT** que la société des Engrais MANON-MICHUT n'a pas respecté les dispositions de cet arrêté préfectoral complémentaire ;

**CONSIDÉRANT** de plus que Monsieur MICHUT, Directeur de la société des Engrais MANON-MICHUT, a confirmé que les travaux de remise en état n'avaient pas été finalisés ;

**CONSIDÉRANT** que par conséquent Monsieur le préfet de Vaucluse a mis en demeure par arrêté préfectoral la société des Engrais MANON-MICHUT de régulariser cette situation ;

**CONSIDÉRANT** que la société des Engrais MANON-MICHUT n'a pas respecté les dispositions de cet arrêté préfectoral portant mise en demeure ;

**CONSIDÉRANT** que le non respect de cet arrêté préfectoral portant mise en demeure est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment à la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il peut être mis fin à cette situation irrégulière par la réalisation des derniers travaux de remise en état et la remise d'un mémoire sur l'état du site industriel dont le coût est évalué à **60.000 € TTC** ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que la Société des Engrais MANON-MICHUT est désormais représenté par Maître BERMOND, mandataire judiciaire ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre fin à cette situation dans l'objectif notamment de prévenir les impacts sur l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Sous-Préfet d' Apt ;

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Maître BERMOND, 14 rue Edouard HERRIOT - B.P. 68 - 38302 BOURGEOIN-JALLIEU Cedex, mandataire judiciaire représentant la société des Engrais MANON-MICHUT, consignera entre les mains du Trésorier Payeur Général de Vaucluse, la somme de **60.000 euros** (SOIXANTE MILLE EUROS).

Cette somme correspond au montant estimé pour la poursuite des travaux de remise en état du site industriel exploité par la société des Engrais MANON-MICHUT située à ROBION et la réalisation d'un rapport de fin de travaux, conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 65 du 19 juin 2006.

### ARTICLE 2 :

Cette somme pourra être restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux sous réserve que Maître BERMOND rende compte, à l'Inspection des Installations Classées, des travaux réalisés, avec tous les éléments justifiant du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 65 du 19 juin 2006.

### ARTICLE 3 :

L'état exécutoire, établi en triple exemplaire, récapitulé sur bordereau journalier d'émission, lui-même transmis en double exemplaire, sera adressé au Trésorier Payeur Général pour recouvrement.

### ARTICLE 4 :

Il appartient au Trésorier Payeur Général chargé du recouvrement d'adresser à l'intéressé, par lettre recommandée, un exemplaire de l'état exécutoire, pour l'informer d'avoir à se libérer du titre de recette.

### ARTICLE 5 :

Dans les huit jours, le Trésorier Payeur Général informera le Préfet de Vaucluse de l'état des poursuites.

### ARTICLE 6 :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de NIMES. Le délai de recours commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 7:**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, l'Inspecteur des installations classées, le Maire de ROBION, le Trésorier Payeur Général de Vaucluse, et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à Maître BERMOND, représentant la société des Engrais MANON-MICHUT, par recommandé avec accusé de réception.

APT, le 17 mars 2009

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme  
Le Sous-Préfet

Jean-Charles GERAY



Jean-Charles GERAY